

FINANCEMENT DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC

RADIO FRANCE EST AUSSI MENACÉE

**L'intersyndicale de Radio France appelle tous les salarié-e-s à faire grève
mercredi 13 février 2008 et à participer à la manifestation nationale
14 heures : Rendez-vous Place de l'Alma**

Parcours : Place de l'Alma, avenue Montaigne, Rond-Point des Champs Elysées

Lorsqu'il a annoncé la suppression de la publicité le 8 janvier dernier, Nicolas Sarkozy n'a évoqué que France Télévisions. Quelques jours plus tard, Christine Albanel, la ministre de la Culture, a précisé que cette mesure concernerait également la radio. Les menaces qui pèsent sur la télévision publique pèsent donc aussi sur notre avenir.

Les recettes publicitaires représentent 8% du budget de Radio France, mais 8% c'est beaucoup, surtout quand on connaît les difficultés budgétaires actuelles. La période est particulièrement critique pour Radio France : le coût des travaux engagés sur le bâtiment ne cesse d'augmenter et son financement n'est toujours pas garanti par l'État. L'entrée dans l'ère de la radio numérique nécessite de nouveaux moyens. Nous sommes déjà en situation de sous-financement.

Le maintien de toutes nos missions de service public, de nos radios et des formations musicales permanentes nécessite une compensation intégrale des pertes de recettes que représenterait la suppression de la publicité, c'est-à-dire au minimum 40 millions d'euros.

Même 1% de moins impacterait nos salaires, nos emplois, nos chaînes

Si la perte des recettes publicitaires de France Télévisions n'était pas totalement compensée, cela aurait des effets sur l'ensemble du budget de l'audiovisuel public et donc sur Radio France. Notre direction s'en inquiète ouvertement.

L'État va devoir trouver 1,2 milliard d'euros. Les hypothèses envisagées jusque là paraissent irréalistes, voire dangereuses. Et les rumeurs de vente des Locales de France 3 à la Presse Quotidienne Régionale et aux collectivités locales nous font craindre le pire pour le réseau des locales de France Bleu. Le gouvernement refuse d'envisager ce qui serait la seule solution viable et pérenne : l'augmentation de la redevance.

Christine Albanel promet des annonces, mais on sait déjà que « la véritable révolution culturelle » annoncée par Nicolas Sarkozy devra être en place au 1^{er} janvier 2009. Cela va donc aller très vite.

Nous devons réagir immédiatement pour exiger du président de la République, avec nos confrères de France Télévisions, INA, RFI, Arte, TV5... la pérennité du financement de l'Audiovisuel Public, le maintien de son périmètre, de l'emploi et de nos garanties collectives.

<p>ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À PARIS MARDI 12 FÉVRIER 12H30 - 15H STUDIO 104</p>
--

**Pour les collègues de région : adressez-vous aux syndicats des régions de France 3,
des cars sont affrétés pour la manifestation à Paris.**

Paris, le 7 février 2008